

ÉLOGE DU SUFFISANT ET DE LA DÉCENCE ORDINAIRE

Pour penser ce à quoi peut ressembler une transition écologique, il est intéressant de relire des penseurs comme André Gorz¹, Georges Orwell² et bien d'autres. Bien avant les questions de détérioration du milieu, de la qualité de la vie ou encore de la survie de l'humanité, le sens originaire de l'écologie politique se réfère à une culture du quotidien en lien avec un milieu de vie considéré comme "naturel" parce qu'il est un cadre familier permettant aux individus de s'y orienter, d'interagir, de communiquer "spontanément".

Pour André Gorz, la défense de la nature doit être comprise comme la défense d'un monde vécu, notamment par le fait que le résultat des activités correspond aux intentions qui les portent. Autrement dit que les individus y voient, comprennent et maîtrisent l'aboutissement de leurs actes. S'établit alors un juste rapport entre ce que nous produisons, réalisons et la satisfaction des besoins. Des savoirs intuitifs, des savoir-faire vernaculaires, des habitudes, des normes, des valeurs populaires se créent alors et permettent d'interpréter, de comprendre, d'assumer la juste mesure de l'insertion dans le monde qui nous entoure. Cela rejoint le sens de la notion de "*common decensy*" de Georges Orwell. La *common decensy*, que nous pouvons traduire par décence ordinaire, est un comportement social, une dignité ordinaire, un sens viscéral de l'égalité, de la simplicité, de l'entraide. Elle est la faculté instinctive de percevoir le décent et l'indécent. Elle est cette capacité affective de ressentir dans sa chair le juste et l'injuste qui engendre une inclination naturelle à se mettre des limites pour laisser exister les autres, les ressources du vivant.

Nous prenons conscience aujourd'hui à quel point le système capitaliste néo-libéral qui gouverne les sociétés a aboli tout ce qui, dans la tradition, dans le mode de vie, dans la civilisation quotidienne, pouvait servir d'ancrage à une norme commune du suffisant. C'est aujourd'hui un monde de l'abondance qui s'impose, un monde qui nous échappe continuellement par son excessive complexité, un monde que l'on reçoit de l'extérieur et que l'on subit.

Les politiques de "préservation du milieu naturel" se traduisent par des réglementations administratives, des interdictions, des taxations, subventions et pénalités. Le pouvoir administratif et le système des prix sont chargés de canaliser les comportements des consommateurs et les décisions des investisseurs vers un but qu'ils n'auront besoin ni d'approuver ni de comprendre pour le réaliser. C'est une forme de "colonisation du monde vécu". La langue technocratique de l'expertise a dévalué la simplicité et la précision du langage ordinaire. L'oubli de la langue de tous les jours, avec son système de référents et de significations ordinaires, accentue la perte de l'évidence naturelle des formes de vie ordinaire et y introduit un malaise tenace. L'homme ordinaire se sent étranger dans son propre monde ne sachant plus comment lui donner sens.

Dans la foulée de Gorz et Orwell, il nous revient de nous battre contre ces dominations du capital, des réglementations, de la technocratie (qu'elle soit aux mains de l'Etat ou du Marché) sur les existences quotidiennes. La libération du temps, la libération du travail marchandisé peuvent être conçues comme une politique d'ensemble oeuvrant pour plus d'espaces d'autonomie permettant aux individus de s'adonner à des activités qui ont du sens, de reconstituer des réseaux de socialités vécues : des expériences communes de productions, d'échanges de services, d'aide mutuelle... Ce qui est impressionnant chez Orwell comme chez Gorz, c'est que derrière une lucidité pessimiste sur l'état du monde, reste une confiance dans l'espèce humaine. Car, si abaissée soit-elle, la vie contient en elle une énergie : dans l'existence commune persistent des gestes, des mots, des attitudes qui oeuvrent à l'émancipation sociale et politique de l'homme.

Les notions de "monde vécu", de "*common decensy*" sont des concepts politiques. Ils ont pour caractéristique de faire pont entre une dimension physique, sensible, intime de la vie quotidienne et un aspect politique, social, économique de celle-ci.

Jean-Nicolas Burnotte,
Secrétaire fédéral du MOC Luxembourg

P. 1

Éditorial

P. 2-3

En bref dans nos
organisations

P. 4-5

Faisons
connaissance
avec...
Corinne Le Gros

P. 6-7-8

Dossier :
« Obscurités &
lumières : extrême
droite, démocratie et
mouvement social »

¹ André Gorz (1923-2007), philosophe, journaliste français

² George Orwell (1903-1950), écrivain, essayiste et journaliste britannique. Auteur du célèbre "1984"

EN BREF DANS NOS ORGANISATIONS

DÉB(AC)TUALADE AVEC LES EQUIPES POPULAIRES

Le 24 avril dernier, la coalition Just'Lux (Equipes Populaires, CNCD-11.11.11, le Miroir Vagabond, la FGTB, la CSC, Financité et des citoyens) proposait une balade au départ de la Vallée du Lac de Rabais à Virton. Sur le thème de l'économie et des modèles de consommation, cette balade était l'occasion de recréer du lien social en cette période de crise et de mener à une réflexion collective.

Le débat s'est lancé avec comme questionnement le rôle du citoyen en tant que consomm'acteur ou consomm'actrice : comment puis-je consommer de façon respectueuse et solidaire ? Notre comportement face à la consommation peut avoir de grandes incidences économiques sur la vie des producteurs locaux, mais également des répercussions sur notre santé ou sur notre environnement.

Au fil des mots et des pas, des réflexions ont été posées et des échanges ont été menés avec les intervenants présents. La maraîchère Christelle Muller témoignait quant à son changement de carrière professionnelle et Giovanni Presciutti, citoyen de Virton, répondait aux questions de consommation responsable. Dominique Verhaeren était également chargée d'animer le débat sur l'écologie populaire, intimement liée à nos modes de consommation.



LES ACTIVITÉS DU CIEP DEPUIS VOTRE SALON

En mars 2020, le confinement obligeait le Ciep Luxembourg à cesser ses activités en présentiel pour le grand public. Qu'à cela ne tienne : l'équipe souhaitant garder un contact avec les citoyens et continuer à mener des réflexions, a créé une chaîne Youtube : Ciep-Moc Luxembourg.

Vous y retrouverez tous nos cycles de conférences organisés depuis mars 2020 : Partons en live, Les Mardis de l'Actu, Arrêt sur Image, l'Observatoire politique du MOC, mais également notre cycle spécial Covid-19 : « Quand le masque tombe : regards sur la crise. »

Des questions sur le secteur éolien, sur le nucléaire, le pacte migratoire ou encore la place de l'humour en politique,... ce sont au total une vingtaine de conférences que vous pouvez voir et revoir chez vous, en un simple clic.

Pour nous rejoindre, il suffit de vous rendre sur Youtube.com et de taper « Ciep-MOC Luxembourg » dans le moteur de recherche.

Notre chaîne s'affichera dans les résultats, reconnaissable au logo du Ciep. Rendez-vous ensuite dans « vidéos » pour visionner nos dernières conférences. Si vous ne souhaitez visionner qu'un seul cycle, cliquez sur « playlists » et faites votre choix parmi nos conférences.

Si vous êtes intéressés par un cycle de conférences en particulier et que vous souhaitez nous rejoindre en présentiel dès septembre pour en savoir plus, contactez-nous à ciep@mocluxembourg.be et nous nous ferons un plaisir de vous tenir informés de notre agenda.

Nous vous remercions de nous avoir accompagnés par écrans interposés tout au long de cette année. Le confinement n'arrête pas l'émancipation par la pensée et nous avons été ravis de pouvoir continuer à faire ce chemin avec vous.



HABILUX RECRUTE UN.E ASSISTANT.E SOCIALE

L'Entreprise de formation Habilux a pour finalité la formation par le travail de personnes adultes peu qualifiées dans les domaines de la Restauration et des Espaces verts. Afin d'aider ces personnes à réintégrer le monde du travail, Habilux leur propose un apprentissage technique en lien avec le métier choisi dans l'une des deux filières et également un accompagnement social. L'asbl est implantée sur deux sites à Bastogne et à Arlon.

Tâches :

- Assurer le suivi social et administratif des stagiaires en formation et insertion socioprofessionnelle
- Animer des ateliers collectifs sur des thématiques sociales, citoyennes, pédagogiques et liées à la recherche de stage et/ou d'emploi
- Participer à des évaluations pédagogiques avec les formateurs

- Prendre part à des réunions interdisciplinaires
- Faire des recherches de stages en entreprise
- Réaliser du travail administratif en lien avec la formation et les stagiaires

Conditions de travail :

- Un emploi CDD suivi d'un CDI à temps plein (36H/semaine)
- Un emploi varié, en interdisciplinarité
- Une autonomie dans l'organisation du travail
- Le permis de conduire et une voiture sont nécessaires (vu le déplacement entre Bastogne et Arlon)

Candidature à envoyer à Anne Mernier

✉ a.mernier@latreve-habilux.be



ACTION SÉCURITÉ SOCIALE À BASTOGNE

Le samedi 29 mai 2021, le Ciep, les Équipes Populaires, la Mutualité chrétienne et la CSC se sont retrouvés sur le marché de Bastogne pour une matinée de sensibilisation sur la sécurité sociale. Cette action s'est déroulée dans le cadre de la campagne du MOC « La sécurité sociale, Renforçons-là ! ». Ce fut pour notre mouvement l'occasion d'aller à la rencontre de la population, de recréer le dialogue social autour de la question « Quand avez-vous bénéficié de la sécurité sociale pour la dernière fois ? » et de récolter leur parole.

Notre objectif était triple. D'abord, faire connaître au grand public les fondements de la sécurité sociale, à savoir ses branches, mais encore et surtout ses enjeux, son financement, ses forces et ses faiblesses. Ensuite, réaffirmer que bénéficier de la sécurité sociale est un « droit » et constitue un dispositif qui soutient et protège chaque citoyen. Enfin, montrer notre combat permanent en tant que mouvement social pour que la sécurité sociale soit un droit équitable pour tous.



Même si notre sécurité sociale permet de limiter les dégâts, elle n'en comporte pas moins des failles. Les besoins de la population s'étendent bien plus largement que ceux couverts par notre système. Nous pensons notamment aux besoins des plus fragilisés (travailleurs et travailleuses précaires, femmes vivant avec une allocation ou une pension trop basse, personnes sans papiers, jobistes, faux indépendant, etc...).

Le confinement a mis à nu la recrudescence de la précarité avec l'insécurité alimentaire (le recours accru aux aides alimentaires en témoigne) ainsi que les problématiques liées à la mobilité, au coût du logement et à l'accès aux soins. Il a également mis en lumière et exacerbé les inégalités de genre et le fait que loin d'améliorer la répartition des tâches, la question des violences ou, de manière globale, l'égalité entre les hommes et les femmes. Les protections fournies par notre système de sécurité sociale peuvent et doivent donc encore être renforcées.

Cela passe inévitablement par un refinancement de la sécurité sociale afin qu'elle puisse faire face à des chocs comme celui de la pandémie mais aussi garantir une protection à chacun d'entre nous, dont les plus fragiles.

FAISONS CONNAISSANCE AVEC ...

CORINNE LE GROS

POUEZ-VOUS PRÉSENTER VOTRE PARCOURS EN QUELQUES MOTS ?

Je suis une personne engagée qui a toujours souhaité travailler dans le milieu associatif pour défendre un monde plus juste et plus solidaire. J'ai travaillé à Grenoble, au secours populaire français, il y a plus de 20 ans. J'étais chargée de développer des initiatives de collectes de fonds et de mettre en mouvement des volontaires autour de ce projet. J'ai ensuite travaillé dans un collectif d'associations urbaines qui gérait un lieu commun en pratiquant l'horizontalité dans la prise de décision. J'ai été assistante dans des conseils consultatifs d'habitants pour la ville de Grenoble. A mon retour en Belgique, j'ai travaillé pour l'UCP (Union Chrétienne des Pensionnés) devenu Enéo ; j'y étais animatrice en éducation permanente. En juin 2019, j'ai été engagée au CNCD-11.11.11.



Chargée de campagne pour le CNCD-11.11.11 en province de Luxembourg

CNCD

11.11.11

BREF RAPPEL DE CE QU'EST LE CNCD 11.11.11. SES MISSIONS : INTERPELLER, SENSIBILISER ET RÉCOLTER DES FONDS. QUELLES SONT VOS TÂCHES EN LUXEMBOURG ?

Le Centre National de Coopération au Développement est une coupole de plus de 85 organisations de la société civile qui ont un lien de solidarité avec les pays du Sud. Les 3 missions du CNCD sont l'interpellation et le plaidoyer politique ; ensuite une mission d'information et de sensibilisation d'un large public et de la jeunesse autour des enjeux de la solidarité Nord-Sud et enfin une mission de collecte de fonds pour des projets dans les pays du Sud.

Mon travail s'articule davantage autour de l'axe sensibilisation et parfois du plaidoyer local. L'information et la sensibilisation se traduisent par 3 aspects. Le premier consiste à former les volontaires responsables de groupes locaux sur des thématiques comme la justice fiscale, migratoire ou climatique, ou encore la souveraineté alimentaire. Le deuxième est l'organisation d'événements d'information, de réflexion et de sensibilisation. Le dernier aspect de cette mission est plus en lien avec les écoles ou les mouvements de jeunesse. Au sein du département que j'occupe, en collaboration avec les organisations membres, nous créons des malettes pédagogiques thématiques. Par exemple, nous avons mis en place un outil sur les inégalités mondiales, destiné aux plus de 15 ans ainsi qu'un journal « Le monde en classe » destiné aux 6-12 ans. Ces animations sont, soit mises à

disposition des enseignants après formation, soit données par le CNCD-11.11.11 en classe.

En ce qui concerne l'axe « plaidoyer local », je peux vous donner un exemple d'actualité. J'accompagne des collectifs citoyens qui viennent en aide aux personnes migrantes en transit. Avec eux, nous menons des interpellations dans les communes pour l'ouverture d'abris ; ce qui s'est avéré concluant à plusieurs reprises. Ces actions ont également favorisé une prise de conscience de la problématique migratoire en province de Luxembourg. Des citoyens se sont rendu compte qu'il y avait des personnes migrantes de passage sur notre territoire, qui dorment dans les bois, qui n'ont aucun droit. Ils réalisent l'injustice subie par ces personnes et la nécessité de leur venir en aide. Ils prennent connaissance de la politique migratoire, des règles administratives et politiques et des réalités de vie dans les pays d'origine des personnes migrantes. A travers leur action, les citoyens engagés dans ces collectifs montrent au pouvoir politique, à l'opinion publique, que la population belge est aussi une société qui prône l'accueil, la justice, la diversité... Cela inverse certains récits xénophobes ou racistes relayés par les médias.

Mon métier c'est aussi tisser des partenariats avec des acteurs associatifs et institutionnels. Au départ, les citoyens n'osaient pas s'afficher en tant que membres de collectifs d'aide au migrants. Avec l'équipe du Centre Régional d'Intégration de la Province du Luxembourg (Crilux), on leur a montré qu'ils avaient des droits. On les a rassurés et on les a invités à s'exprimer publiquement sur leur engagement. Il a aussi fallu dialoguer avec les autorités communales. Depuis deux ans, des communes ont pris leurs responsabilités en ouvrant des lieux d'accueil. Les responsables communaux se sont rendu compte qu'il est possible de mettre des choses en place pour accueillir ces personnes et que ça se passe souvent très bien. C'est pourquoi il est important de « visibiliser » ces personnes et de montrer que des solutions sont possibles.

VOUS AVEZ ADOPTÉ UN MODE ALTERNATIF D'ACTIONS DANS LE CADRE DE LA CRISE SANITAIRE. POURQUOI ? QUEL A ÉTÉ L'ACCUEIL DU PUBLIC ENVERS CELUI-CI ?

Lors du premier confinement, le 13 mars 2020, on était sur le point de lancer beaucoup d'activités dans l'espace public avec la campagne « justice fiscale ». On avait une caravane qui allait se rendre sur les marchés, on allait organiser un festival autour de la justice fiscale puis... tout s'arrête ! Pour être présent au-devant des débats citoyens et politiques, il fallait qu'on utilise les outils numériques. Avec l'équipe du département campagne, on a organisé un festival « digit fiscal » diffusé en live sur Facebook. On a proposé 5 émissions thématiques qui traitaient de la justice fiscale avec des intervenants provenant des quatre coins du monde : du Brésil, du Bénin, des Philippines, des États-Unis, de France et d'Italie. Cela a été très motivant en interne car on a pu continuer à faire notre travail, même si on a dû se réinventer. Durant cette période de confinement, j'ai également pris beaucoup de plaisir à travailler en collaboration avec d'autres partenaires en province de Luxembourg. Ça a été une expérience très riche ! Par exemple, avec le Centre Culturel de Habay, on a organisé des cabarets citoyens lors desquels on a mélangé des aspects culturels et des techniques d'animation d'éducation permanente tout en alternant des moments en présentiel et d'autres en visio.

COMMENT ENVISAGEZ-VOUS L'AVENIR APRÈS CETTE CRISE ? QUELLE INFLUENCE MARQUE-T-ELLE SUR VOTRE TRAVAIL ?

Il me semble que les animateurs en éducation permanente sont assez fatigués. On a tous continué à travailler durant la crise, mais de façon totalement différente. C'est un nouveau genre de métier, pas toujours évident, qui nous a été imposé. Quand on est animateur en éducation permanente, c'est pour être avec les gens, sur le terrain. Avec la barrière de l'écran, ce n'est plus du tout la même chose. C'est beaucoup plus fatigant, moins convivial même s'il y avait aussi des aspects positifs. On est tous impatients de pouvoir se revoir, se retrouver autour d'un projet commun, échanger sur nos envies de contribuer à l'élaboration d'un monde plus juste, plus solidaire. Mes craintes pour le futur, c'est que la plupart des citoyens aient du mal à ressortir de chez eux pour refaire société. Ils vont sortir plus facilement pour aller au resto, faire la fête... mais auront-ils envie de passer une soirée à discuter d'enjeux de société ?

CETTE PÉRIODE, QUI A MIS ET MET ENCORE À L'ÉPREUVE NOS RELATIONS AUX AUTRES ET AU VIVANT, CONSTITUERA-T-ELLE, SELON VOUS, UN TREMPLIN POUR ALLER VERS UNE SOCIÉTÉ PLUS JUSTE ET PLUS ÉQUITABLE ?

On aurait pu espérer un sursaut politique beaucoup plus solidaire, plus émancipateur, mais malheureusement, ça n'a pas été le cas. La logique est restée la même. La politique mise en place aujourd'hui tente encore de préserver à tout prix le modèle économique au détriment des aspects sociaux, environnementaux ou culturels. Cela va laisser des traces. La seule solution que j'entrevois, ce sont les mobilisations citoyennes plus spontanées qui défendent une autre vision de société et qui pourraient faire pression sur les décideurs politiques. Avec la crise que nous connaissons, les inégalités sociales apparaissent davantage dans notre société belge. De nombreuses personnes ont basculé dans la pauvreté ou dans la précarité. En tant que mouvement d'éducation permanente, notre rôle est de tirer les leçons de cette crise et de continuer à lutter pour plus d'égalité. On a la chance d'être en démocratie et même si les mesures qu'on nous a imposées ont restreint nos libertés, celles-ci ne vont pas pouvoir perdurer. On a été éduqués à la libre expression et à l'action collective aussi. Il y a un enjeu cette année, c'est la Cop 26 (en novembre à Glasgow) et la coalition climat, dont le CNCD 11-11-11 fait partie, réfléchit à organiser une mobilisation citoyenne d'importance en Belgique, le 10 octobre. Les gens de la société civile organisée sont toujours là !

« CORINNE REMET LE PRIX... »

• DU LIVRE INSPIRANT À :

« Les racines du ciel » de Romain Gary

Écrit en 1956, ce livre raconte le combat d'un homme pour préserver les éléphants. C'est l'époque coloniale, en Afrique, on commence à parler de décolonisation. Je l'ai lu il y a très longtemps mais il m'a marquée car il est très moderne dans les combats défendus : le respect du vivant, l'environnement, le lien entre les pays du Nord et du Sud.

• DU FILM INSPIRANT À :

« A leak in paradise » de David Leloup

C'est un journaliste indépendant liégeois ; entre 2009 et 2015, il a suivi Rudolph Elmer, le 1er lanceur d'alerte suisse qui a dénoncé le secret bancaire. On le suit dans un combat qui devient politique, avec toutes les pressions qu'il subit. Ce film se vit comme un thriller sauf que c'est la réalité. Il permet de comprendre les tensions qu'il y a entre le monde économique et politique, l'enjeu mondial qui se cache derrière tout cela.

• DE L'ÉVÉNEMENT MARQUANT À :

Toute cette solidarité citoyenne envers les personnes migrantes en transit. Actuellement, il y a 6 collectifs dans le sud de la province. Grâce à cela, il y a chaque jour une soixantaine de migrants qui ont un contact avec une personne belge, qui sont sauvés le temps d'un instant.



Interview : Marie-Christine Dewez

« OBSCURITÉS & LUMIÈRES : EXTRÊME DROITE, DÉMOCRATIE ET MOUVEMENT SOCIAL »

Les 15 et 16 avril derniers se déroulait la 99e semaine sociale -virtuelle- du MOC sur la thématique : « Obscurités & lumières : extrême droite, démocratie et mouvement social »¹. Plus de 600 personnes étaient présentes, et pour cause : les enjeux et débats au programme sont plus que jamais nécessaires, face à l'urgence sociale dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui. En effet, la montée récente des populismes et de l'extrême droite témoigne d'une société en souffrance, séduite et attirée par ces idées. En tant que mouvement social, quelles stratégies peuvent être mises en avant pour travailler avec ces populations vers un avenir commun ? Nous vous proposons dans ce dossier un retour sur trois des interventions présentées.

PRENDRE LA MESURE DE L'AMPLEUR DES FRACTURES SOCIALES

« Travail et représentation syndicale »



Gaëlle Demez, est féministe et syndicaliste, plaçant les droits humains et de la terre en tête de liste. Elle est responsable nationale des Femmes de la CSC, dont elle coordonne l'action, les campagnes et les formations. Depuis la mi-mars, elle est également cheffe de service de l'équipe d'animation de la CSC.

En 2015, la CSC posait un constat sans appel : nombre de personnes se désaffiliaient du syndicat, car elles étaient victimes des premières suppressions des allocations de chômage. Ce public composé de nouveaux exclus faisait auparavant partie des groupes de la CSC, créant ainsi un vide à la suite de leur départ en masse. Face à cette situation de crise, la CSC décide en 2018 d'organiser un premier Forum contre l'exclusion, un lieu de rencontre et de parole destiné à ces personnes exclues du chômage.

Certaines personnes se sont retrouvées en chômage ou en maladie de longue durée, alors qu'elles pensaient être immunisées face à ces risques professionnels.

Pour ces personnes mises au ban de la société, ce fut l'occasion d'échanger sur leur quotidien et les problèmes auxquels elles étaient confrontées. Lors des débats, il fut question des formations pour adultes, des statuts légaux quand on perd son emploi, des difficultés que cause le statut de cohabitant, mais également des systèmes alternatifs et plans de débrouille qui sont parfois nécessaires pour les plus précaires. En plus d'offrir un temps d'échange à ces personnes, le forum avait pour but de créer la rencontre avec des représentants du monde professionnel, afin de faire bouger les lignes. Face à des représentants de l'ONEM, du Forem et de délégués syndicaux, la parole fut libérée quant aux violences institutionnelles dont sont victimes les exclus du chômage, mais aussi quant aux humiliations constantes subies notamment lors des visites de contrôle à domicile.

En 2019, un second Forum contre l'exclusion fut organisé, cette fois en présence de personnalités politiques. Ces dernières furent frappées par les témoignages des exclus du chômage, car ceux-ci ne correspondaient pas au cliché du chômeur couramment répandu. Face à eux se trouvaient des personnes en souffrance, loin de l'image du profiteur fainéant. Pour Gaëlle Demez, c'est là le rôle de la CSC : récolter la parole et faire en sorte d'agir.

La crise du Covid-19 a provoqué des changements profonds dans le paysage du travail en Belgique et les rôles ont été inversés : certaines personnes se sont retrouvées en chômage ou en maladie de longue durée, alors qu'elles pensaient être immunisées face à ces risques professionnels. La fracture entre le chômage et l'emploi a été plus poreuse que jamais, renforçant ainsi le discours que la CSC tient depuis des années : la notion d'emploi ou de non-emploi est très fictive, car tout peut basculer du jour au lendemain. Les préjugés sur ces questions sont nombreux, surtout de la part de personnes qui ne se sont jamais retrouvées dans ces situations. Pour la CSC, le Covid a également renforcé des combats qui étaient déjà menés depuis des années, notamment celui du maintien d'un salaire brut viable. En effet, tout est calculé en fonction du montant brut, y compris le chômage temporaire qui a été le nouveau lot de nombreux Belges. Eco-chèques, chèques repas et avantages divers tombent à l'eau quand une personne se retrouve sans emploi : le salaire brut est donc la seule garantie qu'une personne a dans des moments difficiles.

La CSC réfléchit aux façons dont le système pourrait être repensé pour l'avenir. Au niveau des femmes de la CSC, la suppression du statut de cohabitant est une des revendications principales. De plus, dans un système pensé en termes de sécurité sociale, on ne peut plus continuer à penser selon le modèle familial père-mère-enfants-maison, bien que ce soit la norme qui ait dominé les prises de décisions lors de ce confinement. En effet, il conviendrait de s'imposer un cadre mental avec la situation d'une mère seule avec trois enfants : si les décisions prises pour ce schéma sont efficaces, alors elles le seront pour tout le monde.

QUELLES STRATÉGIES EN MOUVEMENT SOCIAL POUR RÉSISTER ET APPROFONDIR LA DÉMOCRATIE ?

« Résister sans faire le jeu du populisme »



Guillaume Lohest est romaniste, président des Equipes Populaires, mouvement d'éducation permanente en milieux populaires et contributeur pour les revues « Contrastes » et « Valériane ». Il est l'auteur de « Entre démocratie et populisme, 10 façons de jouer avec le feu »².

Il serait trop simple de réduire les enjeux que nous connaissons aujourd'hui à une lutte contre la récupération par l'extrême droite des publics en colère : à la résistance à l'extrême droite se superpose la résistance au néolibéralisme. Si ces luttes possèdent des liens étroits, il ne faut cependant pas penser qu'il s'agit d'un seul et même combat et que lutter contre le néolibéralisme suffirait à éradiquer l'extrême droite.

On entend souvent dire : « On n'est plus en démocratie », comme si celle-ci avait déjà disparu au profit d'un néolibéralisme dictatorial. Il est dangereux de cautionner ce simplisme : la plupart des partis d'extrême droite se sont réinventés en contestataires, populistes et plus démocratiquement présentables. Des personnes comme Trump se disent adversaires de la mondialisation et des élites, défenseurs du « vrai » peuple, de la « vraie » démocratie, parfois même avec des discours sociaux.

On peut choisir la radicalité en continuant à marquer la frontière qui sépare les démocraties insatisfaisantes (comme la nôtre) et des pays au régime totalitaire.

Quand on s'intéresse aux discours et messages portés sur les réseaux sociaux, on se rend vite compte que ce ne sont ni l'extrême droite ni le néolibéralisme qui sont pointés du doigt mais le système en lui-même. En effet, les griefs sont principalement tournés vers les politiciens et les médias, soit de la démocratie telle qu'elle est perçue. Quand les gens disent « on n'est plus en démocratie », ils rejettent en réalité le système dans lequel nous vivons, loin de l'image idéalisée de la Démocratie que beaucoup se font.

Si cette différence sémantique paraît insignifiante, elle représente en réalité un réel danger. La configuration des indignations actuelles dans la société colle bien au lexique et au récit populiste intelligemment distillés par l'extrême droite : vrai peuple vs

oligarchie, vraie démocratie vs système,... Le problème, c'est que ce vocabulaire est également présent au sein des mouvements sociaux.

En effet, ce lexique de la vraie démocratie, ce climat hostile au système et aux institutions politiques constitue un point de glissement entre l'univers de l'extrême droite et l'univers de l'indignation des citoyens, qui est au cœur de nos actions d'éducation permanente. Si la machine s'emballe, cette colère peut également virer à la rage et cristalliser un ressentiment collectif qui peut devenir un frein à tout dialogue et initiatives diverses.

Face à ces constats, trois chemins se dessinent pour le futur :



1. La continuité des idées : on mise sur les catégories politiques en se disant que les gens font également ce travail de découpage entre les partis. Or, monde politique et émotions se confondent souvent, plus particulièrement dans des périodes difficiles comme

celles que nous vivons.

2. Virer dans un populisme de gauche : il repose sur une prise en compte de l'affect en politique. La colère populaire serait vue comme un champ de bataille qu'il faudrait structurer pour créer le peuple demain. Cette stratégie du « nous contre eux » est intéressante mais la colère est le terrain de jeu historique du fascisme qui récupère les citoyens-victimes en leur présentant un bouc-émissaire responsable de leurs maux. En tant que mouvement social, nous ne pouvons moralement pas investir cette piste.

3. Mener une action collective : lutter simultanément contre l'imaginaire et les politiques néolibérales antisociales, anti-solidaires, tout en refusant d'utiliser le lexique « antisystème ». On préserve alors la ligne symbolique entre nos démocraties dans lesquelles on peut au moins en appeler à l'Etat de droit et les régimes autoritaires comme l'extrême droite.

Résister sans faire le jeu du populisme, ce n'est pas refuser la radicalité mais refuser la simplification et le ressentiment. On peut choisir la radicalité en continuant à marquer la frontière qui sépare les démocraties insatisfaisantes (comme la nôtre) et des pays au régime totalitaire. La clé serait de poser une radicalité de fourmi : précise, minutieuse et active, pour favoriser le pouvoir d'agir de chacun.

² « Entre démocratie et populisme, 10 façons de jouer avec le feu » (2018), par Guillaume Lohest aux Editions Couleurs Livre. Disponible sur demande au secrétariat des Equipes Populaires (081/73 40 86 ou secretariat@equipespopulaires.be).

« Stratégies du mouvement social »



Marc Maesschalck est professeur de philosophie à l'UCLouvain où il est également Directeur du Centre de Philosophie du Droit. Il est aussi vice-président de la Fédération du MOC-Hainaut Centre. Il a publié de nombreuses études en philosophie sociale et politique ainsi qu'en éthique et en théorie du droit.

Pour Marc Maesschalck, penser au-delà de nos localismes est un des piliers de notre mouvement. Sans pour autant entrer dans des réflexions de géopolitique mondiale, il est intéressant -en amont de tout travail- de prendre du recul sur notre situation en la comparant à celle que l'on peut trouver ailleurs sur le globe. Ainsi, cela peut nous apprendre à avoir une certaine modestie par rapport à nos exigences sociales et politiques, mais aussi à aborder notre second pilier, à savoir la déconstruction des préjugés grâce à cette meilleure connaissance de l'autre et de sa situation.

Les préjugés peuvent faire des ravages auprès d'une population qui se sent oubliée : les raccourcis faciles et la tentation de trouver un bouc-émissaire à ses problèmes peut pousser certains citoyens en colère à se tourner vers des formes de pensées extrêmes. Si nous parlons habituellement d'un populisme, il s'agit en réalité de la convergence de plusieurs formes de populismes qui est à l'origine de la fracture sociale que nous connaissons aujourd'hui³ :

- Le populisme de délégation : on veut mettre en place un gouvernement qui promet de représenter le peuple, à condition que celui-ci le soutienne. Quand les Américains ont élu Trump, ils ont délégué leur pouvoir collectif dans les mains d'un leader qu'ils jugeaient capable. C'est la forme de populisme que l'on retrouve également chez Viktor Orban en Hongrie.
- Le populisme de participation : polycentrisme de l'action, les lieux de décision sont dispersés, la concertation est maximale, on vise la démocratie directe,... Ce qui est important ici, c'est de faire entendre la prolifération des revendications sociales dans toute leur diversité, basées sur des intérêts personnels. L'évangélisme est la clé pour comprendre cette forme de populisme.

Une fois que ces deux formes de populisme se rencontrent, c'est le point de basculement qui amène à des situations que nous connaissons aujourd'hui à travers le globe. Aux USA, c'est quand le suprématisme, l'ultranationalisme des groupes armés se combinent avec le participationnisme évangéliste que la prise du Capitole se

met en route. A l'échelle belge, le contexte sanitaire actuel est un terreau fertile pour la convergence de ces populismes... Et les politiques réformistes que nous connaissons depuis plusieurs décennies ne sont qu'autant de pansements sur des plaies qui ne parviennent pas à cicatriser.

En effet, le réformisme montre aujourd'hui toute son impuissance. Fruit du mélange de la biopolitique des masses (technocratie) et de la communication politique de crise (délégation) d'une part et de l'individualisation des responsabilités, d'autre part (obéissance et sacrifice du peuple), cette politique ne suffit plus face à une population en colère et fragilisée. En contexte de crises, ce réformisme s'appuie sur deux leviers : entretenir la santé de tous via des comités d'experts et culpabiliser les individus qui ne respectent pas les mesures.

Au milieu de ces deux pôles de nos politiques réformistes se trouve un espace riche qui voit naître l'action collective, la solidarité et la construction de la dignité humaine. Dans cet espace, nous avons notre place en tant que mouvement social, à la condition de savoir anticiper les besoins de tous et de chacun, sans tomber dans des solutions « taille unique » pour tous, ni dans l'individualisme. Cette incapacité à anticiper, c'est une des faiblesses principales du réformisme face aux enjeux d'urgences comme les crises sanitaires ou environnementales. Notre monde social est à analyser et notre stratégie politique à réinventer.

Mais deux grands types de stratégies de sortie du réformisme se dessinent déjà :

- Sortie autoritaire : il faut agir et ne pas reporter le problème, quitte à appliquer des mesures autoritaires. Attention, cette formule peut profiter du populisme de délégation.
- Sortie communautaire : puisque notre système montre ses limites, essayons de recréer -dans des zones libérées- le monde que nous voudrions pour demain. Cette formule s'épanouit par exemple dans le zadisme ou le zapatisme.

Face à ce danger de populismes multiples qui peuvent entrer en collision ainsi qu'à un réformisme insatisfaisant : quels sont les possibles pour notre mouvement social ? Il est essentiel pour nous de réfléchir à des axes stratégiques collectifs, qui permettent une sortie du réformisme et une lutte contre les populismes. Dans ces nouvelles stratégies, la proximité avec le public fait notre force et la co-construction de ces axes entre nos organisations et le citoyen permettra d'inscrire ces mesures dans la temporalité. Pour cela, un congrès de refondation est nécessaire : il faut repenser notre mouvement pour le rendre davantage plus fort.

³ Cette binarité a été mise au point par le politologue américain Adam Przeworski, dont les travaux portent sur les régimes étatiques et les questions de démocratie.